



CTL du 22 septembre 2015

DECLARATION LIMINAIRE

Monsieur le Président,

Une fois de plus, ce Comité Technique Local est l'occasion de dénoncer l'absence de réel dialogue social dans le département.

Au risque de nous répéter, nous réaffirmons qu'il n'y a pour nous aucun intérêt à venir ici pour discuter de sujets « *pour information* », à fortiori quand ceux-ci sont déjà actés voire mis en œuvre.

Nous ne discuterons donc pas, aujourd'hui, du dispositif d'apprentissage à la DGFIP ni de « *CLIC' ESI* ».

Sur ce dernier sujet, la diffusion d'une note d'application aux agents le vendredi 18, avant même la communication aux OS et aux Chefs de Services, en dit long sur votre état d'esprit.

Le ton même de la note ne laisse aucun doute. Nul besoin d'un usage lourd et répété des termes : « *impérativement* », « *obligatoirement* », qui-plus-est en gras surligné, pour asseoir une quelconque forme d'autorité.

Nous vous le répétons, une fois de plus, les agents de ce département ont le droit à un minimum de respect.

Quant aux recrutements d'apprentis, ils se sont fait dans l'opacité la plus totale puisque nous avons découvert les faits lors de la journée d'accueil des nouveaux agents, le 1^{er} septembre dernier.

La CGT considère que ces projets ne sont pas des points de détail : ils concourent de manière évidente à la déstructuration de notre Administration.

Les fermetures de trésorerie que vous voulez acter aujourd'hui en sont la partie la plus visible.

Jusqu'où iront-ils dans leur œuvre de destruction ? Jusqu'où allez-vous les accompagner servilement ?

Quels que soient les propos rassurants que vous tenez face aux agents lors de vos visites dans les services, nos collègues ne sont pas dupes. Chacun s'interroge sur

son avenir à court terme, et ce ne sont pas les propos récents du ministre MACRON qui peuvent les rassurer !

La DGFIP continue d'asséner son discours : « *réorganisons, réformons pour faire mieux avec moins de moyens* ».

Qui peut encore croire à ce genre de discours ? Pas la CGT en tous cas : notre présence aujourd'hui n'a qu'un seul objectif, réaffirmer notre position et nos revendications.

Nous exigeons :

- ✓ l'abandon de la démarche stratégique et de la revue des missions ;
- ✓ le maintien du réseau de la DGFIP et l'arrêt des restructurations ;
- ✓ le maintien de toutes nos missions au sein de la DGFIP ;
- ✓ le comblement immédiat des vacances d'emplois ;
- ✓ l'arrêt des suppressions d'emplois et la création des emplois nécessaires à un service public de qualité, partout et pour tous ;
- ✓ la revalorisation du point d'indice.

Pour résumer, la CGT est contre, et **RESOLUMENT CONTRE** les projets soumis au CTL d'aujourd'hui, qu'ils soient pour avis ou pour information.

LAON, le 22 septembre 2015.